

PRODUCTION INDUSTRIELLE



Taux de croissance réelle de l'industrie

Part de l'industrie dans le PIB

Part de l'industrie dans les exportations

	2011	2012	2013	2014	2015
Taux de croissance réelle de l'industrie	- 7,7%	7,9%	8,8%	3,7%	12,7%
Part de l'industrie dans le PIB	23,4%	23,3%	23,3%	25,2%	26,7%
Part de l'industrie dans les exportations	55,7%	61,7%	66,5%	59,7%	65,1%



INTENTIONS D'INVESTISSEMENT

Nombre de projets

Nombre d'emplois projetés

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de projets	45	103	126	158	152
Montant des investissements (en milliards de FCFA)	90,26	224,15	513,74	426,35	349,7
Nombre d'emplois projetés	1018	3293	5682	5243	4446

REALISATIONS D'INVESTISSEMENTS

Nombre de projets

Montant des investissements (en milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de projets	14	24	47	65	44
Montant des investissements (en milliards de FCFA)	77,62	83,96	72,25	213,5	81,86
Montant des investissements (en milliards de FCFA)	1437	1211	2054	1881	2136

TRANSFORMATION DE L'ANACARDE

Nombre d'entreprises

Capacités installées (Tonnes)

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'entreprises	8	-	-	-	21
Capacités installées (Tonnes)	22 400	54 000	59 700	82 000	109 550

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Demandes de brevet d'invention

Demandes de marques de produits ou de service

	2011	2012	2013	2014	2015
Demandes de brevet d'invention	5	-	-	20	-
Demandes de marques de produits ou de service	165	-	-	360	-

* Il s'agit du PIB au coût des facteurs

-L'Ordonnance N°2012 487 du 7 juin 2012, portant Code des investissements plus incitatif a été adopté et mise en œuvre.

-Le Décret N°2012-1123 du 30 novembre 2012, fixant les modalités d'application de l'Ordonnance N°2012 487 du 7 juin 2012, portant Code des investissements.

Ce code, plus avantageux que celui de 1995...



152 entreprises agréées
pour un montant de
349,592 milliards F CFA

2.136 emplois



20 ha répertoriés.

soit 10 opérateurs installés au niveau de la rationalisation dans les zones industrielles

financés par le FODI

Réhabilitation de la zone industrielle de Yopougon
Voirie et drainage des eaux pluviales
Assainissement des eaux usées
Alimentation en eau potable
Réseau électrique



TAUX DE TRANSFORMATION DE L'ANACARDE

2,36%

2011

15%

2015

09

projets potentiels pour une capacité totale estimée à **199 000 T/an.**

Quelques réformes réalisées en 2015

- Appui direct aux entreprises
- L'amélioration des infrastructures de la qualité
- La mise en place des Centres d'Appui à la Compétitivité et au Développement Industriel – CACDI
- Mécanisme de garanties des financements pour investissements matériels
- modernisation du cadre juridique
- promotion de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle comme outil de développement
- nouveaux actes de gestion des lots industriels.
- Création de l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI),


PRODUCTION INDUSTRIELLE

Nombre de Permis
de recherche

Nombre de Permis
d'exploitation

Investissements
(en milliards de FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre de Permis de recherche	57	61	120	140	172
Nombre de Permis d'exploitation	6	9	12	12	12
Investissements (en milliards de FCFA)	60	67	162	74	151


PRODUCTION MINIERE

OR (en tonnes)

Manganèse
(en milliers de tonnes)

CHIFFRE D'AFFAIRES
(en milliards FCFA)

TAXES AD VALOREM
(en milliards FCFA)

EMPLOIS DIRECTS
DANS LE SECTEUR
MINIER

	2011	2012	2013	2014	2015
OR (en tonnes)	12,35	13,2	15,4	18,6	20
Manganèse (en milliers de tonnes)	41	120,5	271,6	362	360
CHIFFRE D'AFFAIRES (en milliards FCFA)	258,55	302,75	301,4	385,42	290
TAXES AD VALOREM (en milliards FCFA)	6,9	6,9	8,4	11,6	14
EMPLOIS DIRECTS DANS LE SECTEUR MINIER	5354	5811	6640	6800	7280


DEVELOPPEMENT MINIER

Dans le cadre du développement du secteur minier à son développement économique, la Côte d'Ivoire a procédé à la révision du cadre législatif et règlementaire par :

- ▶ Loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier
- ▶ Décret n°2014-97 du 25 juin 2014 déterminant les modalités d'application de la Loi 2014-138 du 24 mars 2014 portant Code minier.
- ▶ Construction en cours du point de débarquement de Locodjro
- ▶ Ordonnance n°2014-148 du 26 mars 2014 fixant les redevances superficielles et les taxes proportionnelles relatives aux activités régies par le Code minier
- ▶ Décret n°2014-632 du 22 octobre 2014 fixant les montants et déterminant les modalités de paiement des droits fixes, des droits d'option, des frais de contrôle, d'expertise, d'agrément et de délivrance des cartes et autres documents relatifs aux activités géologiques et minières


RATIONALISATION DE L'ORPAILLAGE

Face à l'expansion de l'orpaillage illicite et clandestin, aux conséquences néfastes aussi bien sur les populations que sur l'environnement dans presque toutes les régions du pays, le Gouvernement a adopté un programme triennal (2014-2016) de rationalisation de l'orpaillage en octobre 2013.

150 sites d'orpaillage
clandestin recensés et déguerpis

42 dossiers de demande
d'autorisation d'exploitation
semi-industrielle



5 dossiers de demande
d'autorisation d'exploitation
artisanale instruits


EXPLOITATION DU DIAMANT

7 812 pierres

en 2015



9 sociétés
coopératives installées

5 bureaux d'achat
de diamants bruts agréés

8 autorisations
d'exploitation minière